

## L'AUTRE REGARD

*Qui a quelque chose à cacher ? Jusqu'à aujourd'hui, le monde politique refuse de faire le point sur la pandémie.*

Les dégâts causés par la lutte draconienne contre le Covid n'ont jamais été étudiés. De telles cachotteries détruisent la confiance. Pourtant, les responsables politiques veulent encore étendre leurs compétences avec le pacte de pandémie de l'OMS.

Eric Gujer  
05.04.2024



Élèves portant des masques à Zurich, photographiés en 2022

Le Covid semble n'être qu'un lointain souvenir pour la plupart des gens, pourtant la société en souffrira encore longtemps. Parmi les conséquences à long terme, on compte le Covid Long, la vague de maladies psychiques qui n'a pas encore diminué - et la perte de confiance envers la politique qui se fait encore sentir aujourd'hui.

Ce qui couve sous la surface depuis le printemps 2020, ressurgit avec une nouvelle véhémence depuis la publication de documents gouvernementaux confidentiels à Berlin. En Allemagne et en Autriche surtout, sans doute un peu moins en Suisse, de nombreux citoyens pensent encore que la politique répressive en matière d'épidémie a fait plus de

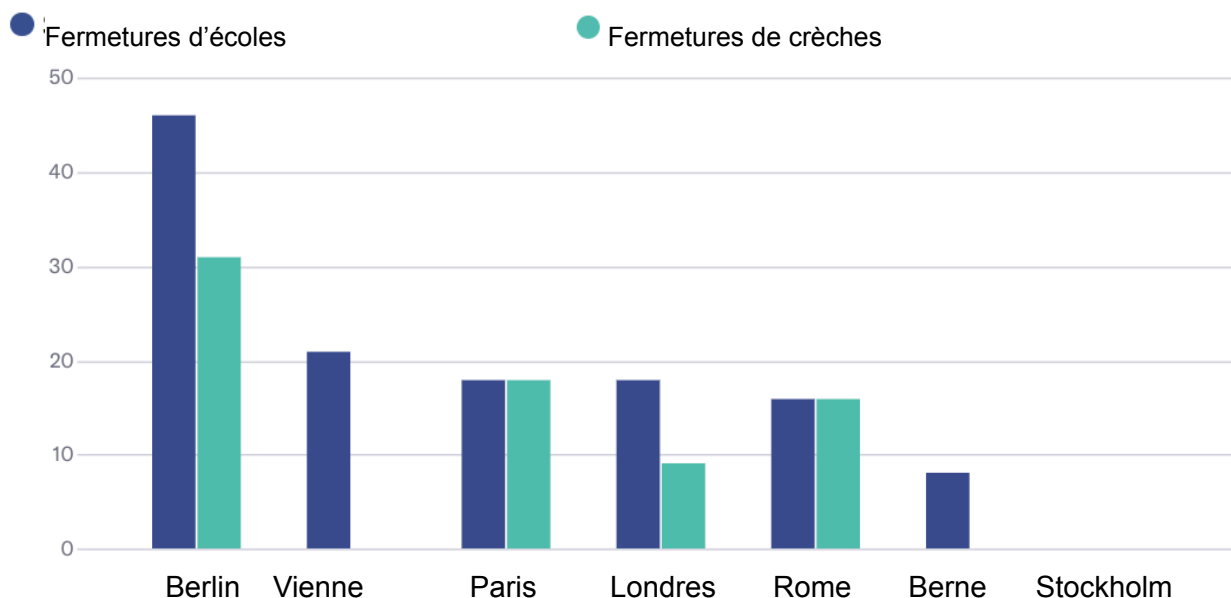
mal que de bien. Leurs doutes sont renforcés par le fait que les politiques les laissent seuls face à leurs questions et que toutes les demandes pour plus de transparence sont réduites à néant.

Les fermetures et les certificats obligatoires ont-ils été utiles ? L'ampleur des dommages causés par les vaccins est-elle dissimulée ? Le Covid est-il même plus dangereux que la grippe ? La privation de liberté pendant de nombreux mois était-elle par conséquent la réaction de panique d'un État autoritaire dépassé ? Ce ne sont pas seulement des profanes anxieux qui se sont posés ces questions, mais aussi des spécialistes. C'est ce que montrent les procès-verbaux des réunions de la pandémie déclassifiés de l'Institut Robert Koch (RKI).

Les collaborateurs de l'Institut national de la santé allemand doutaient de l'utilité des masques et des fermetures d'écoles, car ni l'effet protecteur des masques, ni un risque particulier de contagion dans les écoles n'ont pu être prouvés.

### **En Allemagne, les écoles ont été fermées beaucoup plus longtemps qu'ailleurs.**

Fermetures d'écoles au début de la pandémie, en semaines, arrondies



Période : janvier 2020 au 25 juillet 2021. Les vacances n'ont pas été déduites des fermetures d'écoles et de garderies. Les cours alternés ont également été pris en compte en Allemagne. Les écoles n'ont été complètement fermées que pendant 18 semaines.

Source : [Département fédéral de l'intérieur \(DFI\)](#)

### **Les protocoles secrets montrent l'importance d'une science critique**

Les procès-verbaux ne dévoilent jusqu'à présent guère de faits inconnus. La seule nouveauté est que les fonctionnaires ont discuté ouvertement de toutes les options. Les gouvernements de Berlin, Vienne et Berne quant à eux, insistent sur l'absence d'alternative à leur politique restrictive.

Alors que les partisans de la privation totale de liberté bêlaient « Follow the science », les collaborateurs du RKI faisaient ce que l'on attend des scientifiques : ils remettaient en question les prétendues certitudes. Le scandale n'existe pas - ou plutôt, il réside uniquement dans le fait que les décisions prises à cette époque n'ont jamais été revues.

En Allemagne, en Autriche ou en Suisse, une analyse officielle complète de la politique de pandémie ne suscite aucun intérêt de la part des gouvernements et des parlements. C'est particulièrement choquant en Autriche, où une vaccination obligatoire a été décrétée, même si elle n'a jamais été appliquée. Les Autrichiens n'auront l'occasion de révoquer les responsables de cette attaque sans précédent contre l'autodétermination physique qu'en automne, lors des élections nationales.

Le message des protocoles de Berlin est en fait encourageant. Lors de la pandémie, il y avait certes beaucoup d'exécutants qui croyaient en l'autorité, mais tout autant de scientifiques critiques. En dessous du niveau de décision politique, il existait ce pluralisme d'opinions qui fait de la démocratie une forme de gouvernement supérieure.

Le fait que de nombreux passages des documents aient été caviardés (noircis) donne l'impression du contraire. Le secret se poursuit et conforte un grand nombre de personnes dans l'idée que le pouvoir exécutif et législatif a quelque chose à cacher. Les caviardages sont typiques d'une politique qui a beaucoup de mal à reconnaître ses erreurs et préfère discréditer ses détracteurs : complotistes, négationnistes du Covid, théoriciens de la conspiration - que n'ont pas eu à entendre ceux qui sont sceptiques face à la vérité unique des gouvernements.

Comme toujours, c'est l'État autoritaire allemand qui va le plus loin. Il a inventé un nouveau terme qui de par son imprécision est capable de museler toute critique de l'action gouvernementale. La « délégitimation de l'État », voici le nom de la nouvelle catégorie dans laquelle le ministère de l'Intérieur et les services de renseignement intérieur classent depuis le Covid tous ceux qui, selon eux, sont suspects mais ne correspondent à aucun autre modèle.

Jusqu'à présent, les services de renseignement devaient définir l'accusation d'anticonstitutionnalité en termes de faits concrets - par exemple extrémisme de droite, extrémisme de gauche ou islamisme - alors qu'il suffit désormais d'une supposition abstraite. En démocratie, les compétences des services de renseignement sont limitées pour une bonne raison. Seules les polices secrètes toutes-puissantes des régimes autoritaires peuvent manier des clauses générales douteuses.

Le ministre allemand de la santé Lauterbach répond à la critique de la censure des protocoles par l'affirmation nulle part prouvée que des « gouvernements étrangers » attiseraient ainsi l'insécurité. Celui qui traite le ministre de théoricien du complot notoire se rend-il coupable de délégitimation de l'État et de ses représentants ? Se retrouve-t-il dans un fichier clandestin ? Cette incertitude suffit à saper la confiance.

Il n'est pas nécessaire d'être un ennemi de la Constitution pour voir dans la politique de pandémie le plan directeur de toutes les tentatives d'étendre les compétences de l'État au détriment des libertés. C'est ce qui rend de nombreux citoyens si méfiants.

Le Covid a signifié la victoire de la folie de la faisabilité (ou folie technocratique) sur la sagesse politique, qui voit dans l'autolimitation du pouvoir une caractéristique essentielle des démocraties. Tout ce qui peut être ordonné n'est pas forcément judicieux. Cela ne vaut pas que pour les mesures Covid. Il serait temps que la politique retrouve cette autodiscipline.

## **Le pacte de l'ONU<sup>1</sup> contre la pandémie est superflu et alimente l'incertitude**

L'État se présente volontiers aux citoyens comme un État d'assistance sociale ou un État libéral qui offre des opportunités et crée les conditions nécessaires à l'épanouissement de chacun. Pendant la pandémie, c'est l'état de contrainte classique qui dominait. On en trouve encore des traces aujourd'hui. En Allemagne, le gouvernement et les services secrets tentent de définir ce que les citoyens devraient dire et ce qu'ils doivent comprendre par démocratie.

Mais même en Suisse, où cette fureur idéologique fait largement défaut, on aimerait bien savoir plus précisément quelles mesures Covid étaient judicieuses et dans quels cas l'État coercitif a dépassé les bornes. Le principe de base de la politique de lutte contre les épidémies était le suivant : plus c'est répressif, plus c'est sûr.

Cela s'est clairement avéré faux. Même les anciens partisans ne défendent plus les longues fermetures d'écoles, la stigmatisation des non vaccinés ou l'idéalisation de la vaccination comme remède miracle exempt d'effets secondaires. Les Suédois, initialement critiqués pour leur irresponsabilité, obtiennent des résultats plus favorables en termes de mortalité que les Allemands avec leur manie du confinement.

La plupart du temps, plus c'est libéral, mieux c'est. Mais ces règles empiriques ne remplacent pas les preuves scientifiques, qui ont fait défaut partout dans la lutte contre le Covid. C'est pourquoi il vaut mieux que les parlements trouvent la force de se pencher sur la question, mieux vaut tard que jamais. La transparence ne dissipe pas tous les doutes, mais elle est une condition importante.

Il est donc d'autant plus incompréhensible que les Etats membres de l'ONU se lancent déjà dans l'aventure suivante d'une réglementation non transparente. Ils négocient la possibilité d'étendre les pouvoirs de l'OMS. Il est vrai que l'OMS s'est montrée complaisante envers la Chine à l'époque du Covid et qu'elle a davantage entravé la recherche de la vérité qu'elle n'a aidé à élucider l'origine de la pandémie. De plus, la loi douce internationale prolifère, un terrain de jeu pour les diplomates et les apparatchiks, qui n'est pas du tout contrôlé démocratiquement.

Pourtant, un soi-disant pacte pandémique et un autre document, dont on ne connaît jusqu'à présent que les grandes lignes, prévoient de nombreuses nouvelles règles. Elles sont parfois plausibles, souvent superflues ou, dans certains cas, nuisibles. Parmi ces dernières, l'idée de censurer les informations « fausses » ou « trompeuses » en cas de crise. L'ensemble ressemble à l'auto-autorisation de bureaucrates épidémiques qui profitent de l'occasion.

---

<sup>1</sup> Il s'agit du pacte de l'OMS (NdT)

La pandémie a ébranlé la confiance dans la rationalité des décisions politiques. En outre, certains contemporains ont dérivé vers le monde imaginaire d'une « dictature Covid ». L'état de contrainte engendre justement des idées de contrainte. Les technocrates font fi des sentiments critiques. Les démocrates, eux, se soucient de la paix sociale. Ils devraient donc enfin se pencher sur les mesures Covid et ne pas ratifier le pacte pandémique.

Source

<https://www.nzz.ch/meinung/kein-who-pandemiepakt-ohne-aufarbeitung-der-corona-folgen-ld.1824905>